

REGARDS

Etude annuelle 2017

L'Allemagne face à son passé nazi

par Nicolas Zomersztajn

Revue Regards

Centre Communautaire Laïc juif David Susskind

Rue de l'Hôtel des Monnaies 52 - 1060 Bruxelles

regards@cclj.be - www.cclj.be/regards

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Dénazification, silence et refoulement	3
3. Le changement de paradigme de la fin des années 1950	5
4. Les procès des années 1960 et leurs conséquences	7
5. Le conflit générationnel et la révolte étudiante de 1968.....	11
6. Le débat public et les victimes du nazisme	13
7. Une mémoire conforme à l'histoire	16
8. Conclusion	19
Bibliographie.....	23

1. Introduction

L'histoire du Troisième Reich et de l'extermination des Juifs d'Europe pèse lourdement sur la conscience collective allemande. Ce passé difficile à assumer a fait l'objet d'un travail de mémoire qui ne s'est pas accompli comme un fleuve tranquille. Les premières années suivant la fin de la guerre sont surtout marquées par la volonté de tourner la page et d'oublier. Avec la résurgence inattendue d'actes antisémites et la tenue de procès importants concernant des criminels nazis fin des années 1950 et début des années 1960, des efforts importants sont réalisés par des historiens allemands, ce qui incitera les Allemands à entreprendre progressivement le difficile travail de mémoire sur ce passé nazi. Régulièrement travaillée par des débats souvent violents, à partir de la fin des années 1960, l'opinion publique allemande ne peut faire l'impasse sur ces discussions et ces polémiques dans lesquelles s'affrontent des historiens, des journalistes, des intellectuels, des hommes et des femmes politiques, etc. Les premiers procès allemands menés contre des anciens SS dans les années 1960, la présence en toute impunité d'anciens nazis dans les arcanes du pouvoir, de la magistrature, l'université et l'industrie, la radicalisation étudiante de 1967-1968, la diffusion du téléfilm américain *Holocaust*, la publication du livre *Les Bourreaux volontaires de Hitler* de Daniel Goldhagen en 1996 ou les débats sur les lieux de mémoire, toutes les controverses suscitées par ces événements ont non seulement accompagné la maturation politique du travail de mémoire sur le passé nazi de l'Allemagne, mais elles ont permis aux Allemands de ne pas échapper à un examen de ce passé. Il est même unanimement admis que l'Allemagne est devenue un modèle à suivre en matière de gestion mémorielle d'un passé « qui ne passe pas ».

Il est impossible de saisir la portée et l'importance de ces paroles si on ne les intègre pas dans cette évolution mémorielle : « *Nous autres, Allemands, la Shoah nous emplit de honte. Je m'incline devant ses victimes, ses survivants et ceux qui les ont aidés à survivre* », a souligné Angela Merkel, chancelière allemande devant les députés de la Knesset (parlement israélien) le 18 mars 2008. Cette déclaration est indissociable de ce difficile travail de mémoire accompli par l'Allemagne. « *Allemands et Israéliens sont et seront toujours liés d'une manière particulière par la mémoire de la Shoah* », a-t-elle ajouté dans ce discours historique prononcé à l'occasion du 60^e anniversaire de la création de l'Etat d'Israël. La portée historique et symbolique de ce discours est d'autant plus grande que c'est la première fois qu'un chef de gouvernement allemand est reçu à la Knesset pour y délivrer un discours.

Lors du 70^e anniversaire de la libération du camp de concentration de Dachau le 3 mai 2015, Angela Merkel a rappelé à quel point le passé nazi impose aux Allemands une responsabilité particulière pour l'avenir et ce que cela implique au regard de la citoyenneté, de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. « *Nous sommes tous invités sans relâche à faire comprendre clairement et sans ambiguïté que le judaïsme est une partie de notre identité, que la discrimination, l'exclusion et l'antisémitisme ne doivent pas avoir de place chez nous, qu'ils doivent être résolument combattus avec toute la conséquence des moyens de l'état de droit. C'est le devoir de notre état, mais aussi notre devoir de citoyen. Nous faire toujours prendre conscience de ce devoir étatique et civique – nous le devons à toutes les victimes du nazisme, également aux victimes de cet ancien camp de concentration ici à Dachau. Nous le devons aux survivants. Et nous le devons à tous* », a précisé Angela Merkel. La perpétuation de cette mémoire est bien ancrée dans la responsabilisation des Allemands face aux enjeux du futur : « *C'est pour cette raison que les mémoriaux comme celui du camp de Dachau sont si essentiels. Ce sont des lieux où l'on ressent encore aujourd'hui la souffrance des victimes, 70 ans après leur libération. Ce sont des lieux d'information, de recherche et de recueillement.*

Ils présentent des événements, des expositions, le descriptif et le contexte de vestiges de constructions authentiques. Les mémoriaux sont des lieux de confrontation vivante avec l'histoire. Nous devons travailler ensemble pour que des jeunes ne deviennent pas chez nous la proie de « meneurs de rats et joueurs de pipo » extrémistes. C'est pourquoi le gouvernement fédéral soutient les activités et projets multiples favorisant la tolérance, renforçant la compétence sociale et la compréhension de la démocratie, notamment dans ce qui a trait au travail avec les jeunes et les parents. Nous devons supprimer la raison d'être de toute forme de discrimination extrémiste et de violence au sein des familles ». Et de conclure son discours par ces mots : « Les anciens camps de concentration et d'extermination ont été l'objet d'une attention accrue dans la conscience publique au cours des semaines passées. Ils furent libérés l'un après l'autre il y a 70 ans. Partout, les mêmes images d'horreur incommensurable se sont imposées. Elles nous appellent tous à ne pas oublier. Non, nous n'oublions pas. Nous nous rappellerons – pour les victimes d'hier, pour nous et pour les générations futures ».

De la capitulation du 8 mai 1945 à la commémoration de la libération du camp de concentration de Dachau le 3 mai 2015, les Allemands ont dû parcourir un long chemin qui les a contraints à s'interroger sur leur passé, à l'assumer et à en tirer les leçons. Cette étude se propose donc d'examiner comment l'Allemagne fédérale (Allemagne de l'Ouest) a dû se résoudre à élucider les pages les plus sombres de son histoire, comment ce pays a fait face à ce passé nazi en recouvrant sa souveraineté, son unité et en se forgeant une meilleure image sur la scène internationale.

2. Dénazification, silence et refoulement

La dénazification (*Entnazifizierung*) est un processus lancé par les puissances alliées au sortir de la Seconde Guerre mondiale en vue d'éradiquer le nazisme dans les institutions, la vie publique et la société allemandes. Il s'agit aussi de la reconstruction de la vie politique allemande sur une base démocratique. Dans les trois zones d'occupation occidentales de l'Allemagne, il n'y a pas d'harmonie du processus, bien que tous les Allemands doivent remplir les fameux « questionnaires » établis par les autorités alliées. En 1945-1946, les Américains, si l'on s'en tient aux chiffres bruts, paraissent mener la politique la plus sévère à cet égard, suivis par les Britanniques, et plus loin encore, par les Français, à tel point qu'on évoque parfois le laxisme des autorités françaises *« En réalité, plutôt que de s'en tenir strictement aux critères définis par le Conseil de contrôle et les directives initiales de 1945, formulées par les Américains, le gouvernement militaire français pratiqua une politique d'épuration plus individualisée, recourant souvent –comme dans le domaine universitaire– à des entretiens personnalisés qui devaient compléter les questionnaires. Pour les Français, plus encore que pour les deux autres occupants occidentaux, l'épuration, outre la dénazification, devait également viser à la démilitarisation de la société (c'est ainsi, par exemple, que des directives furent édictées pour empêcher ou réglementer très strictement l'inscription à l'Université des anciens officiers d'active) »*¹.

Le processus de dénazification est aujourd'hui généralement considéré comme un échec, car il y a, au final, peu de sanctions lourdes, et le processus d'épuration doit bientôt décliner au fur et à mesure que se précise la Guerre froide, pour prendre fin au tout début des années 1950, avec les lois d'amnistie. Cet état de fait doit ultérieurement susciter bien des interrogations sur le bilan de la dénazification et les continuités personnelles entre le Troisième Reich et la future République Fédérale, le non-renouvellement des élites et le manque général de courage pour affronter le passé. *« Après Nuremberg et en dépit de cette incitation à la réflexion lancée par l'un des plus grands intellectuels allemands, l'intérêt du public pour le passé proche décrût, et la société allemande d'après-guerre s'enferma dans le « tabou » du passé national-socialiste. Il faudrait attendre la fin des années 1950 et les années 1960 pour que, après d'autres grands procès (procès d'Auschwitz notamment), l'opinion publique allemande accepte la confrontation à son propre passé et ouvre largement le débat »*².

La fondation de la République fédérale (RFA) en 1949 marque la fin de la politique de dénazification engagée par les puissances occidentales. Au début des années 1950, 98% des fonctionnaires révoqués en raison de leur passé nazi sont de nouveau en place. Toutefois, lorsque d'anciens nazis tentent de répandre à nouveau leur idéologie auprès de l'opinion publique ou au sein de la classe politique, des mesures répressives sont immédiatement adoptées. Ainsi, en 1952, le parti néo-nazi SRP est interdit. Et les puissances occidentales interviennent sévèrement auprès des autorités allemandes pour exiger la dissolution d'un groupuscule réuni autour d'un ancien collaborateur de Joseph Goebbels. C'est un avertissement adressé aux Allemands sur les limites à ne pas dépasser.

La politique du chancelier Konrad Adenauer, le père de la nouvelle Allemagne, consiste entre autres à l'égard des anciens les réintégrer socialement et économiquement à condition qu'ils approuvent les principes démocratiques et renoncent à l'idéologie nazie. L'Allemagne connaît ainsi un retour massif des magistrats compromis. Si ces derniers ne s'opposent pas au

¹ Corine Defrance et Ulrich Pfeil, « L'Allemagne occupée en 1946 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2006/4 (n° 224), p.52.

² *Ibid*, p. 55.

développement d'un système judiciaire démocratique, on constate toutefois un manque de prise de conscience de leur responsabilité sous le régime nazi. Si l'identité même de la société ouest-allemande s'est dès le début construite officiellement sur le rejet du nazisme, les années 1950 sont caractérisées par la volonté « laisser le passé au passé », selon le propos de Konrad Adenauer, par un « refoulement » manifeste en particulier durant les vagues des amnisties prononcées entre 1949 et 1954. « *On se souvient du jeu de mots entre amnistie et amnésie* », souligne l'historienne Hélène Camarade³.

Le plus étonnant réside dans l'incertitude marquant les interprétations de l'extermination des Juifs d'Europe. En dépit des efforts entrepris durant les procédures en cours au tribunal de Nuremberg, la place centrale de la politique génocidaire visant les Juifs n'a pas été reconnue. Tout au long des années 1950, le travail de documentation et d'analyse est resté l'affaire des survivants juifs et de leurs organisations représentatives installées hors d'Allemagne pour la plupart. « *De ce point de vue, ce qui relie la période de l'occupation alliée et celle des débuts de la jeune République fédérale, c'est la manière systématique avec laquelle on a soigneusement évité de faire de la Shoah un thème concret de discussion tant dans l'opinion publique que dans la recherche historique* »⁴. Et ce, même si pendant cette période, le chancelier Adenauer et d'autres responsables politiques allemands ont entamé une politique de réparation envers les Juifs et Israël. On peut même s'étonner qu'il se soit trouvé une coalition suffisamment nombreuse pour agir de façon morale et entreprendre une politique de réparations envers le peuple juif. Mais malheureusement, celle-ci n'est pas accompagnée d'un travail de réflexion de prise de conscience du crime commis ni d'une réelle évaluation du préjudice immense causé aux Juifs. « *Ces réparations sont une tentative de dédouanement forfaitaire qui permet en fait de faire l'économie de tout regard lucide, de tout examen approfondi du malheur provoqué. Et dans son exécution, cette politique de réparations n'est pas non plus exempte de mesquinerie ni d'étroitesse de cœur* »⁵. L'oubli et le refoulement semblent donc nécessaires au peuple allemand pour construire un nouvel Etat, une nouvelle Allemagne démocratique.

³ Hélène Camarade, « Le passé national-socialiste dans la société ouest-allemande entre 1958 et 1968. Modalités d'un changement de paradigme mémoriel », *Vingtième siècle*, avril-juin 2011, n°110, p.84.

⁴ Norbert Frei, « L'Holocauste dans l'historiographie allemande. Un point de vue aveugle dans la conscience historique ? *Vingtième siècle*, avril-juin 1992, n°34, p.159.

⁵ *Ibid.*, p.160.

3. Le changement de paradigme de la fin des années 1950

Bien que les Allemands soient résolument tournés vers l'avenir en s'efforçant de tirer un trait sur le passé nazi, ce dernier n'en est pas pour autant absent du débat public et institutionnel durant les années 1950. La présence à des postes décisifs de personnalités ayant exercé des responsabilités importantes sous le Troisième Reich préoccupe cette décennie. C'est tout le débat sur la continuité des élites qui est posé. Le contexte conjoncturel de la Guerre froide est souvent invoqué pour justifier les nombreux cas de réintégration ou de clémence envers d'anciens fonctionnaires, magistrats, professeurs ou cadres industriels dans la nouvelle Allemagne. Déjà en 1955, une polémique oppose le professeur Johannes Weisberger, linguiste réputé de l'Université de Bonn, au jeune universitaire Walter Boelhlich, qui veut « *nettoyer les écuries d'Augias de la recherche nationaliste et post-fasciste* ». Pendant la même période, Hans Globke, le très puissant secrétaire d'Etat à la chancellerie, est de plus en plus critiqué pour avoir participé en tant que juriste à la rédaction des lois raciales et antisémites de Nuremberg de 1935. L'historien américain Raoul Hilberg, le « père » des études sur la Shoah, a souvent insisté sur l'importance des lois de Nuremberg et de leurs décrets d'application dans le processus de destruction des Juifs d'Europe : « *En comparaison des sanglantes émeutes de 1938 (Nuit de Cristal), la définition du Juif peut faire figure de mesure relativement anodine. En réalité, elle était de beaucoup plus grande portée, car la définition de la victime constituait une condition préliminaire, indispensable à l'action ultérieure* »⁶.

D'autres scandales touchent le milieu politique, notamment Theodor Oberländer, ministre en charge des personnes déplacées, des réfugiés et des victimes de guerre entre 1953 et 1960 connu pour avoir défendu des thèses antisémites sous le Troisième Reich. « *Le malaise qu'éprouvent certains citoyens à voir revenir aux commandes des personnalités impliquées dans l'appareil national-socialiste des d'ailleurs perceptible dans la production littéraire et cinématographique dès 1953. Le film Rosen für den Staatsanwalt (Des roses pour le procureur) de Wolfgang Staudte a pour thème la confrontation entre un ancien détenu et son ancien juge, toujours en poste dans les années 1950, et il fait directement référence au scandale autour de Ludwig Zind, un enseignant ayant tenu des propos antisémites avant de s'enfuir pour échapper à la justice* »⁷. Il est intéressant de relever que ce film se termine par un gros plan sur le rétroviseur d'un véhicule, invitant ainsi le spectateur à se tourner vers le passé. « *Le plan fixe est assez large pour que deux images se superposent : le rétroviseur, qui renvoie au passé, s'incruste dans l'image du présent* »⁸.

Outre le monde universitaire, le débat s'invite aussi dans le monde de l'enseignement. Il prend alors une orientation différente. Loin de chercher les coupables qui ont retrouvé leur poste ; il s'agit de s'interroger sur le manque criant de connaissances des jeunes Allemands sur le passé nazi. « *Jusqu'ici en effet, les manuels scolaires ne mentionnent la Seconde Guerre mondiale que sous l'angle de la politique internationale et passent sous silence la destruction des Juifs d'Europe ou la résistance allemande. Les mesures en faveur d'une réforme pédagogique entreprise dès 1959 sont intensifiées, notamment par le biais d'un décret sur « l'apprentissage du passé récent en cours d'histoire et d'éducation civique » de 1960. Il est décidé d'évaluer les connaissances sur le national-socialisme lors du recrutement des enseignants, et cette période est mise au programme des classes d'Abitur (classe de dernière année du cycle secondaire. Equivalent du baccalauréat français), en particulier les thèmes de*

⁶ Raoul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, éd. Gallimard, coll. « folio », 1991, p.154.

⁷ Hélène Camarade, *op. cit.*, p.86.

⁸ *Ibid.*, p. 87.

la politique raciale et de la résistance. Les manuels scolaires sont soumis à une expertise et modernisés et de nouvelles chaires de sciences politiques sont créées »⁹.

La difficulté d'assumer ce passé devient de plus flagrante et les attaques incessantes de la propagande de la République démocratique allemande (RDA) visant à discréditer son voisin de l'Ouest en l'accusant d'avoir mis très rapidement fin au processus de dénazification et d'avoir abandonné toutes les poursuites judiciaires contre les criminels nazis poussent la société ouest-allemande à entamer un véritable travail de mémoire sur le passé nazi. En réaction à ces attaques, mais aussi en vue de préparer le terrain du premier débat parlementaire sur la prescription qui s'annonce à l'horizon 1965, le Service central d'enquêtes sur les crimes nationaux-socialistes (*Die Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen*) est créé en 1958 à Ludwigsburg pour enquêter sur les crimes commis durant le Troisième Reich. Chargé d'améliorer la précision des enquêtes et d'en limiter leur durée, ce service connaît des débuts difficiles, mais après ce qu'on peut considérer comme une maladie de jeunesse, les procédures sont véritablement engagées.

Si des Allemands commencent à s'interroger sur la culpabilité de leur peuple et surtout sur la possibilité d'assumer ce passé (le terme allemand *Vergangenheitsbewältigung* fait son apparition à cette époque), la politique et la morale de lutte contre l'antisémitisme ne sont pas assumées par un nombre considérable d'Allemands dans leur vie quotidienne. Chaque jour, des Juifs se heurtent à l'indifférence ou aux mensonges de leurs compatriotes qui nient avoir eu connaissance des drames vécus dans leur environnement le plus proche. Plus grave encore, le passage à des actes antisémites : injures, profanations de lieux de mémoire ou de cimetières juifs sont anormalement fréquents durant les années 1950. Une minorité d'extrême droite demeure attachée au nazisme, comme en témoignent les dégradations commises sur la synagogue de Cologne par l'extrême droite en décembre 1959. *« Cet acte, suivi d'environ sept cents actes antisémites dans les semaines qui suivent suscite une vague de condamnations sans précédent. Konrad Adenauer se rend pour la première fois dans un camp de concentration, celui de Bergen-Belsen, le Bundestag débat de l'antisémitisme en février 1960 et le ministre Oberländer finit par démissionner. La thèse avancée à l'époque par le ministre Franz-Joseph Strauss présentant cette profanation comme une provocation communiste ne peut être ni confirmée ni infirmée. Il n'en reste pas moins que la presse allemande se fait, tout au long de l'année 1959, l'écho d'actes antisémites (profanation de la synagogue de Düsseldorf en janvier 1959, du cimetière juif de Fribourg, propos antisémites sanctionnés par la justice, etc. Et lors d'un sondage effectué en 1960, 45 % des personnes interrogées déclarent être hostiles à ce que leur parti politique présente un candidat d'origine juive au poste de chancelier »¹⁰.*

Cette fin des années 1950 annonce le retour du refoulé sur le devant de la scène. *« La survivance du passé dans le présent devient la pierre angulaire du débat public, notamment en raison des actes antisémites, de la présence de à des postes importants de personnalités impliquées politiquement avant 1945 ou des crimes non jugés. C'est cette survivance que condamne le philosophe Theodor Adorno dans un discours célèbre prononcé en novembre 1959 lorsqu'il considère 'la perpétuation du national-socialisme dans la démocratie comme potentiellement plus dangereuse que la perpétuation des tendances fascistes contre la démocratie' »¹¹.*

⁹ Ibid., p.87.

¹⁰ Ibid., pp. 26-87.

¹¹ Ibid., p.87.

4. Les procès des années 1960 et leurs conséquences

La décennie des années 1960 constitue une période clé dans le travail de mémoire sur le passé nazi. Non seulement le monde judiciaire est amené à aborder ce passé avec vigueur et dans une perspective novatrice de recherche de la vérité, cette évolution se manifeste aussi dans les médias, l'université, la culture et le monde politique. Le procès Eichmann qui se tient à Jérusalem entre le 11 avril et le 15 décembre 1961 crée une secousse au sein de l'opinion allemande. C'est la première qu'un grand criminel nazi responsable de l'extermination des Juifs est jugé et que ce procès est retransmis à la télévision grâce à des moyens technologiques performants.

Mais ce sera surtout le procès de Francfort qui marque l'opinion publique allemande dans la mesure où pour la première fois depuis le procès de Nuremberg (mené par les Alliés), une cour de justice allemande se penche sur les crimes commis à Auschwitz-Birkenau. Auschwitz fut le plus grand complexe concentrationnaire créé par les nazis. Il y avait également à Auschwitz-Birkenau un centre de mise à mort. Le camp joua un rôle central dans le plan allemand d'élimination des Juifs d'Europe. A intervalles réguliers, des trains bondés de Juifs provenant de pratiquement tous les pays d'Europe occupés par ou alliés à l'Allemagne arrivèrent à Auschwitz-Birkenau entre 1942 et la fin de l'été 1944. Le nombre de déportés fut approximativement de 426.000 en Hongrie, 300.000 en Pologne, 69.000 en France, 60.000 aux Pays-Bas, 55.000 en Grèce, 46 000 en Bohême-Moravie, 27 000 en Slovaquie, 25 000 en Belgique, 10 000 en Yougoslavie, 7.500 en Italie, 690 en Norvège et 34.000 d'autres pays (dont des camps de concentration). Avec les déportations de Hongrie, le rôle joué par Auschwitz-Birkenau dans le plan allemand d'extermination des Juifs d'Europe atteint son efficacité maximale. Entre la fin avril et le début du mois de juillet 1944, 426.000 Juifs (sur les 400.000 Juifs hongrois déportés) furent envoyés à Auschwitz. Environ 320 000 furent directement envoyés dans les chambres à gaz et environ 110 000 furent soumis au travail forcé. Un grand nombre de Juifs hongrois soumis au travail forcé furent transférés dans d'autres camps de concentration en Allemagne et en Autriche, quelques semaines après leur arrivée à Auschwitz. Au moins 960.000 Juifs furent exterminés à Auschwitz. Parmi les autres victimes figuraient environ 74.000 Polonais, 21.000 Roms (Tsiganes), 15.000 prisonniers de guerre soviétique et entre 10.000 et 15.000 personnes de différentes nationalités (des Soviétiques, des Tchèques, des Yougoslaves, des Français, des Allemands et des Autrichiens).

C'est à l'initiative du procureur général de Francfort, Fritz Bauer, qu'en 1959, la Cour fédérale allemande (*Bundesgerichtshof*) décide de confier au Tribunal de Francfort le soin de statuer sur les crimes commis à Auschwitz-Birkenau entre 1940 et 1945. Grâce à cette décision, le parquet de Francfort peut enquêter de manière systématique sur le personnel d'Auschwitz-Birkenau. La tâche de l'équipe de procureurs menée par Fritz Bauer est immense. Près de 8.000 SS et 200 surveillantes-SS ont été affectés au fonctionnement de ce complexe concentrationnaire et génocidaire comprenant de nombreux camps annexes. En raison de l'exécution de la peine de mort prononcée lors du premier procès d'Auschwitz à Cracovie en 1947 de ses deux premiers commandants, Rudolf Höss (mai 1940-novembre 1943) et Arthur Liebehenschel (novembre 1943-mai 1944), et du décès en juin 1963 du dernier commandant (mai 1944-janvier 1945), Richard Baer, ce sera son adjoint, l'*Obersturmbannführer* Karl Mulka, qui donne son nom à la procédure pénale, appelée « *Strafsache gegen Mulka und andere* », entamée à partir de 1959. L'instruction vise 22 prévenus qui sont poursuivis en vertu du Code pénal de 1871. L'arsenal juridique que les Alliés ont mis en place avec les procès de Nuremberg a été rejeté par les autorités politiques et judiciaires de l'Allemagne de l'Ouest.

« *Ecrire un poème après Auschwitz relevait de la barbarie, avait expliqué en 1955 Theodor Adorno, lui-même citoyen de Francfort. Lorsque huit ans plus tard, dans cette même ville de Francfort, s'ouvre le plus grand procès d'Auschwitz, il est d'emblée clair qu'il ne s'agit pas d'un banal procès contre d'anciens fonctionnaires nazis. Celui-ci a une portée symbolique énorme. Sa préparation donne une impulsion considérable à la recherche en histoire du temps présent, son déroulement est un événement retentissant dans les limites que les médias se fixent encore à l'époque* »¹². Le procès s'ouvre le 22 décembre 1963 et se termine le 19 août 1965. Le procureur général Fritz Bauer s'efforce de ne pas morceler la procédure en une série de petits procès. Pour ce faire, il intègre tous les groupes du personnel du camp afin de présenter un échantillon représentatif des fonctions exercées par les accusés. Cela va du commandant adjoint d'Auschwitz-Birkenau à un kapo, en passant par des médecins, des infirmiers, des pharmaciens, des chefs de blocs et des gardes. Il faut faire œuvre de pédagogie en établissant clairement ce qui s'est passé à Auschwitz-Birkenau. « *A partir des parcours individuels étudiés lors du procès, le phénomène de mobilisation des masses et le processus qui mène un individu à devenir un criminel deviennent plus compréhensibles* »¹³. C'est aussi la raison pour laquelle des rescapés d'Auschwitz-Birkenau seront appelés à témoigner à ce procès. Le tribunal de Francfort se heurte toutefois aux limites de la législation allemande en vigueur. Pour condamner les prévenus, il faut prouver leur implication directe dans la sélection et le gavage des déportés et non leur seule complicité. Dans ces conditions, les juges ne parviennent pas à établir la culpabilité de cinq accusés. Parmi les 17 autres, six sont condamnés à la prison à vie, et 11 à des peines allant de 3 à 14 ans de prison. Même si ce procès se soldera par un bilan décevant au regard des peines prononcées et s'il ne suscitera pas véritable examen de conscience au sein de l'opinion allemande, il permettra néanmoins d'intensifier la recherche historique sur le nazisme et le processus d'extermination des Juifs d'Europe.

Si l'on a souligné l'impulsion donnée à la recherche historique, depuis la coupure du début des années 1960, par l'intensification des poursuites contre les crimes nazis, on a moins perçu le prix payé pour cela : après plus d'une décennie où l'antisémitisme était traité de manière plutôt abstraite, centrée sur l'histoire des idées, on passe pratiquement sans transition à une exploration extrêmement détaillée des faits, plus ou moins soumise aux exigences des tribunaux, c'est-à-dire, malheureusement, à une démarche souvent détachée du contexte historique et politique, focalisée sur l'acteur individuel et sur sa faute personnelle. « *Les grands rapports d'expertise historique, tels ceux que le tribunal de Francfort commanda à l'Institut für Zeitgeschichte à l'occasion du procès d'Auschwitz, restent l'exception, et la recherche fondamentale, à la fois systématique et empirique, a un développement assez tardif en Allemagne. Ces rapports sont d'ailleurs publiés assez rapidement sous le titre d'Anatomie de l'Htat-SS. La problématique adoptée sur la persécution des juifs est celle du « comment et quand », s'attardant à peine sur le contexte social et sur les réactions, et encore moins sur le comportement des victimes. C'est de façon tout à fait explicite que les auteurs de ces rapports prennent leurs distances, dans un avant-propos commun, avec le « point de vue moral et émotionnel », pour privilégier, pour des raisons parfaitement honorables, un « travail serein, recourant à la compréhension intellectuelle et à la raison ». La « rigueur de la procédure judiciaire » est leur modèle¹. Là où l'historien a parfaitement la possibilité de comprendre le point de vue de la victime, ils se limitent à décrire le crime contre les juifs du seul point de vue du criminel* »¹⁴.

¹² Norbert Frei, *op. cit.*, p. 157.

¹³ Hélène Camarade, *op. cit.*, p. 88.

¹⁴ Norbert Frei, *op. cit.*, p.161.

Alors que la justice confond et poursuit les coupables, la recherche historique se concentre de plus en plus sur des enchaînements de faits politiques et sur des processus de décision complexes à reconstruire. Au terme de cette démarche, on en arrive nécessairement à rechercher l'ordre : la quête du document central dans lequel Hitler aurait ordonné la mort de tous les Juifs à portée de son pouvoir ; et à lancer un débat de plus en plus complexe sur la nécessité ou la possibilité de l'existence même d'un tel ordre.

Le monde politique n'est pas non plus à l'abri de ces débats sur le passé nazi. « *Le milieu politique impulse lui aussi d'importantes évolutions dans le travail de mémoire, notamment en mars 1965, lors des débats qui ont lieu au Parlement au sujet du délai de prescription des homicides. En effet, celui-ci s'élève à vingt ans et la prescription pourrait désormais s'appliquer à des crimes commis sous le Troisième Reich. Alors qu'en 1960, seul le SPD plaidait pour une prolongation de ce délai, ce sont désormais également des députés de la CDU et du FDP qui le demandent. Le Parlement ne parvient qu'à un compromis, consistant à fixer en 1949 et non plus en 1945 le moment à partir duquel le délai s'applique, mais l'étendue des sujets abordés et la qualité des débats, retransmis à la radio et à la télévision, font du Parlement un véritable forum de la société. En 1969, celui-ci prolonge à trente ans le délai de prescription pour homicide, ce qui entraîne une dernière phase de débats en 1979* »¹⁵.

Enfin, il n'est pas inutile d'observer que le monde universitaire n'est pas non en reste. A la fin de l'automne 1964, se produit à Bonn un incident qui témoigne de l'attitude des universités ouest-allemandes. Le cœur du débat politique sur le passé nazi est occulté par une polémique moralisante sur les défaillances personnelles et la culpabilité de tel ou tel professeur. Walter Boehlich, qui avait déjà fait parler de lui en dénonçant le passé d'un professeur de cette université dans les années 1950, publie dans l'hebdomadaire *Die Zeit* un article dans lequel il s'interroge sur le passé du doyen nouvellement élu de l'Université de Bonn, Hugo Moser. Selon Boehlich, Moser a forgé des principes éducatifs racistes sous le Troisième Reich et aurait publié des travaux encore marqués par cette idéologie après 1945. En réalité, la question est de savoir s'il existe un lien entre l'attitude des universités allemandes entre 1933 et 1945 et la forme regrettable qu'elles ont empruntée encore après la fin de la Guerre. Comme si le passé nazi de nombre de professeurs ne prête guère à conséquence. Trois jours après la publication de l'article de Boehlich, une assemblée de professeurs de l'Université de Bonn pour exprimer sa confiance envers le doyen Moser ! Pour la plupart de ses collègues, eux-mêmes appartenant à la génération d'avant-guerre, les travaux de Moser « *n'outrepassaient pas le discours alors en vigueur ni la mesure de ce qui était alors courant, voire nécessaire* »¹⁶. Seuls deux grands professeurs se sont démarqués de cette position officielle. Hugo Moser ne sera pas écarté et il poursuivra sa carrière en multipliant les distinctions honorifiques.

Si le scandale Moser n'a pas abouti à des sanctions, une autre affaire académique défraye la chronique un an après (1965), toujours à l'Université de Bonn. Un rapport rédigé par un assistant fait peser de lourdes accusations sur le professeur Siegfried Ruff, un spécialiste de la médecine aéronautique. Sollicité pour émettre un avis d'expert, le professeur Alexander Mitscherlich, grand spécialiste de la médecine et du corps médical sous le nazisme, se montre implacable : « *Le professeur Ruff a été témoin de ce que l'on appelait alors des expériences "terminales", c'est-à-dire aboutissant à la mort des sujets. [...] J'estime donc inadmissible*

¹⁵ Hélène Camarade, *op. cit.*, pp. 89-90.

¹⁶ Olivier Mannoni, *Günter Grass, l'honneur d'un homme*, Paris, éd. Bayard, 2000, pp.161-162.

*qu'un homme comme le professeur Ruff soit chargé d'enseigner dans une de nos universités »*¹⁷. Dans un premier temps, les autorités académiques de l'université de Bonn ont ostensiblement ignoré cet avis d'expert en invoquant à nouveau l'argument du « couramment admis ». Mais ce n'est pas sans compter sur la mobilisation des étudiants. Suite à une manifestation organisée devant l'institut dans lequel le professeur mène ses recherches et enseigne, il a été finalement amené à démissionner.

Des scandales et des polémiques virulentes continuent d'émailler la vie publique allemande. Ils témoignent à chaque fois des interrogations qui agitent la société ouest-allemande dans les années 1960 sur le passé nazi. « *Du reste, si l'on regarde l'évolution du travail de mémoire dans la durée, on observe que le nombre de citoyens souhaitant la poursuite des procès contre les criminels nazis augmente à nouveau dans les années 1970 et, si l'on veut aller au-delà du simple constat de renouvellement générationnel, peut-être peut-on considérer les années 1960 comme une étape décisive, quoique non exempte d'excès, dans le travail de mémoire »*¹⁸.

¹⁷ In Ulrich Wickert, *Comment peut-on être allemand ?*, éd. Seuil, Paris, 2000, p. 100.

¹⁸ Hélène Camarade, *op. cit.*, pp. 91-92.

5. Le conflit générationnel et la révolte étudiante de 1968

L'Allemagne joue un rôle clef en 1968 en raison du charisme intellectuel de personnalités proéminentes dans l'Ecole de Francfort (Herbert Marcuse, Max Horkheimer, Theodor Adorno) et de sa situation géopolitique dans le contexte de la Guerre froide. Le mouvement étudiant allemand, ayant peu de soutien chez les travailleurs, focalise sa critique sur la guerre au Vietnam, la société de consommation, la course aux armements, les interrogations allemandes comme les défaillances de la démocratie parlementaire sous la Grande Coalition (1966-1969), et l'adoption de lois d'état d'urgence et les réformes universitaires. Comme ailleurs en Occident, 1968 est une période de contestation dont l'héritage comprend la libéralisation de l'espace public et de la morale et une société civile vigoureuse, mais aussi le terrorisme¹⁹.

Le conflit générationnel se cristallise aussi sur la question du passé nazi de membres de la classe politique et industrielle de la République fédérale. Ainsi les passés troubles du président de la République, Heinrich Lübke, et du Président du Baden-Wurtemberg, Hans Filbinger, font l'objet de critiques progressivement ouvertes, poussant Lübke finalement à une démission de ses fonctions en 1969. En 1968, les confrontations intergénérationnelles sont surtout spectaculaires et l'épisode psychodramatique du congrès du parti conservateur CDU en est son illustration la plus flagrante : le chancelier Kiesinger est giflé le 7 novembre 1968 par une Beate Klarsfeld après l'avoir apostrophé en criant « *Kiesinger, nazi, démissionne !* ».

Les excès sont surtout manifestes dans la phase de radicalisation étudiante en 1967 et 1968. Les jeunes en révolte qui, en raison de l'absence d'une opposition parlementaire pendant la grande coalition, craignent une dérive fasciste de l'État ou considèrent la République fédérale comme fasciste, se perçoivent comme des résistants. « *Après les violences policières et l'assassinat de Benno Ohnesorg, le 2 juin 1967, certains vont jusqu'à s'assimiler aux victimes d'un régime fasciste, confortés par Theodor W. Adorno estimant qu'ils ont désormais « endossé le rôle des Juifs », ce qui revient à nier la singularité des crimes commis contre ces derniers. Ainsi le mouvement étudiant contribue-t-il à renforcer la désincarnation des victimes et l'anonymat qui les entoure, phénomène que Wilfried Mausbach et Bernd-A. Rusinek considèrent comme caractéristique des années 1960. Les lois sur l'état d'urgence sont par ailleurs qualifiées de « lois nazies » et, dans le cadre de la guerre du Vietnam, on forge le slogan « USA – SA – SS ». Les théories sur le fascisme, réduites à une critique du capitalisme et de l'impérialisme, ouvrent en effet la porte à de telles simplifications. Comme le soulignent Götz Aly, Wilfried Mausbach ou Bernd-A. Rusinek, ceci revient à banaliser les crimes nationaux-socialistes et à nier leur singularité. Plus le passé national-socialiste devient un outil de comparaison à l'aune duquel on évalue le présent, plus le travail sur le passé en tant que tel disparaît du discours des étudiants* »²⁰. Götz Aly constate ainsi que pas un seul des journaux antifascistes ne se fait en 1969 l'écho des débats sur les délais de prescription au Bundestag.

La radicalisation se manifeste également dans le conflit entre les générations. Déjà en 1961, Hannah Arendt constate dans une lettre à Heinrich Blücher que le « *fossé des générations est immense* », les étudiants allemands « *ne pouvant pas discuter avec leurs parents, car ils savent à quel point ceux-ci ont été impliqués dans le nazisme* ». Comme le raconte Götz Aly, étudiant à l'époque, une même scène se répète au cours des années 1960 dans d'innombrables

¹⁹ Niall Bond, « Allemagne 68 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°6, septembre-décembre 2008, pp. 1-2.

²⁰ Hélène Camarade, *op. cit.*, p. 92.

familles allemandes : les jeunes finissent par se tourner vers leurs parents et leur demandent des comptes sur leur comportement sous le Troisième Reich. La jeune génération, désormais informée par l'école et les médias sur les réalités du national-socialisme, interpelle ses aînés. Ce conflit entre générations se radicalise lui aussi en 1967-1968, lorsque des expressions comme « *la génération des nazis* » se propagent pour désigner la génération des pères. En vertu du précepte « *Méfie-toi des plus de 30 ans* », les étudiants tracent une ligne très nette entre eux et tous ceux qu'ils estiment suspects. Cette démarcation s'annonçait déjà dans le pamphlet écrit en 1961 par Ulrike Meinhof qui, au lieu d'intituler son texte *Hitler en nous*, avait choisi pour titre *Hitler en vous*, se plaçant délibérément du côté de la jeune génération accusatrice. Les paroles prononcées le lendemain de l'assassinat de Benno Ohnesorg par Gundrun Ensslin, future membre de la Fraction armée rouge (Bande à Baader), sont également restées célèbres : « *Vous ne pouvez pas parler avec des gens qui ont fait Auschwitz* »²¹.

Le rapport entre certaines tendances du mouvement de 1968 et le passé national-socialiste ne semble pas aussi évident selon certains historiens. Alors que d'aucuns estiment que la *Vergangenheitsbewältigung* (le travail sur le passé national-socialiste) n'aurait commencé qu'en 1967-1968. Des historiens comme Wilfried Mausbach, Axel Schildt et Norbert Frei soulignent l'existence d'une génération intermédiaire, qui est, à la fin des années 1950, à l'origine du changement de paradigme mémoriel dont les étudiants ont ensuite profité. Il s'agit de la génération de ceux qui étaient enfants sous le Troisième Reich et sont entrés dans la vie active à la fin des années 1950, qui en ont assumé l'héritage sans en porter, en général, la responsabilité. Pour l'historien Norbert Frei, la contestation étudiante et les bouleversements sociaux de 1967-1968 n'ont eu qu'une importance réduite dans le domaine du rapport au passé nazi de l'Allemagne : « *S'il se manifesta dans le but de démasquer le caractère fasciste (au moins potentiellement) du système capitaliste contemporain et « le fascisme ordinaire », le mouvement étudiant ne s'intéresse guère à l'histoire concrète des victimes du régime national-socialiste. Il serait possible, me semble-t-il, de démontrer par le menu l'orientation prise par les recherches sur le nazisme au début des années 1960 ne s'est sensiblement infléchie qu'à partir de la fin des années 1970 et au début des années 1980, dans une certaine mesure comme conséquence du mouvement étudiant* »²². Cette génération de 1968 se plaît surtout à désigner le nazisme comme un fascisme. Plus qu'antitotalitaire, le consensus qui fonde la République fédérale leur paraît devoir être antifasciste.

Même si le conflit générationnel est considérablement influencé par la volonté d'identifier une continuité entre la période du Troisième Reich et l'actualité politique de l'Allemagne fédérale de cette période de contestation étudiante, il faut malgré tout souligner que le débat sur le passé nazi s'est poursuivi dans cette seconde moitié des années 1960. Et si la génération des « fils de » n'a pas inventé le travail sur le passé nazi, elle a véritablement profité des progrès manifestes effectués au début des années 1960. C'est donc dans une perspective plus globale qu'il convient d'évaluer les évolutions importantes de la mémoire allemande du Troisième Reich. Hélène Camarade insiste sur l'importance de cette décennie dans son ensemble : « *Les années 1960 ont le mérite d'inscrire le national-socialisme dans le présent de la jeune République fédérale et dans la continuité de l'histoire allemande* »²³.

Cette décennie annonce également la grande problématique qui va être abordée dans le courant des années 1970 et 1980 : l'extermination des Juifs d'Europe.

²¹ Niall Bond, *op. cit.*, pp-4-5.

²² Norbert Frei, *op. cit.*, p. 161.

²³ Hélène Camarade, *op. cit.*, p. 94.

6. Le débat public et les victimes du nazisme

Ce qui change avec les années 1970, c'est l'émergence de discours qui mettent en évidence la spécificité idéologique et technique du génocide des Juifs en s'appuyant sur les travaux des historiens américains, israéliens, allemands, anglais... De cette manière, ces discours affirment avec plus ou moins de véhémence la centralité de l'extermination des Juifs dans la politique du Troisième Reich. Un des grands moments de cette émergence est la diffusion à la télévision allemande en 1979 du téléfilm *Holocaust*, la série américaine de Marvin Chomsky. Elle insiste tout particulièrement sur la volonté des nazis de détruire le peuple juif en montrant que ce projet inédit n'avait pas d'équivalent parmi les autres types de violences extrêmes qu'ils exerçaient sur les populations. Bien que cette série télévisée américaine aux allures très hollywoodiennes ne soit pas d'une grande rigueur historique et soit plutôt de qualité moyenne, sa diffusion en Allemagne donne un terrible coup d'accélérateur aux débats sur la mémoire de la Shoah dans ce pays, à tel point que le sous-titre choisi par l'éditeur allemand ayant adapté en livre de poche cette série soit « Une nation se sentit interpellée »²⁴.

Non seulement l'opinion publique allemande est interpellée par *Holocaust* en faisant mine de découvrir la persécution et l'extermination des Juifs, mais les historiens allemands sont aussi amenés à s'interroger sur la diffusion de leurs travaux auprès du grand public. « *Holocauste mit brutalem in Evidence, im Frühjahr 1979, dass die Historiographie, trotz oder gerade wegen der minutiösen Aufarbeitung der letzten fünfzehn Jahre, offensichtlich an der Seite einer Sache verpasst wurde. Was vor allem fehlte, waren globale und zugängliche, und eine soziale Geschichte konkret? Angesichts der Identifizierung, die der Film, die Arbeit der Historiker nicht hatte, zu bieten* »²⁵.

Il serait injuste et incomplet de proclamer que les historiens allemands n'ont absolument rien à offrir dans la mesure où c'est à partir de la fin des années 1970 que de nombreuses recherches sur l'expérience des victimes du nazisme ont été entamées. Il s'agit surtout d'examiner la vie des communautés juives sous le Troisième Reich et de mieux cerner l'histoire sociale des Juifs d'Allemagne et d'Europe. « *Cet apport est indispensable si l'on veut arracher l'Holocauste au registre abstrait de l'inconcevable* »²⁶. L'histoire du nazisme envisagée dans la perspective des victimes ne se limite aux seuls Juifs. C'est dans cette dynamique que sont lancées les recherches sur le programme eugéniste d'élimination des handicapés physiques et mentaux (Programme T4). Elles sont d'une grande importance, car elles contribuent à mieux cerner les fondements idéologiques du Troisième Reich. « *Ces programmes interrogent une face de la culture politique allemande. Ils mettent en lumière en quoi la primauté du biologique a fait du Programme T4 une matrice intellectuelle de l'assassinat des Juifs d'Europe* »²⁷.

Le succès allemand de la série télévisée *Holocaust* est incontestable : suivie par plus d'un tiers des Allemands, elle place l'extermination des Juifs au cœur du débat. C'est également dans le sillage de sa diffusion que le gouvernement allonge le délai de prescription pour les criminels nazis. Toutefois, elle suscite aussi des réactions de ressentiment de la part d'une frange de

²⁴ Le titre du livre étant en allemand « *Der Fernsehfilm Holocaust. Eine Nation ist betroffen* ».

²⁵ Norbert Frei, *op. cit.*, p.161.

²⁶ *Ibid.*, p.162.

²⁷ Georges Bensoussan, *Atlas de la Shoah : La mise à mort des Juifs d'Europe, 1939-1945*, éd. Autrement, Paris, 2014, p. 24.

l'opinion. L'expression de cette réaction est portée par la série télévisée allemande *Heimat*, écrite et réalisée par Edgar Reitz.

Heimat est un projet inédit dans l'histoire du cinéma, à la fois par son ambition de raconter l'histoire de l'Allemagne entre 1919 et 1982 à travers la vie d'un village, et son format de plus de 15 heures à mi-chemin entre la fiction et le documentaire. L'écriture d'*Heimat* mobilise Edgar Reitz de janvier à mai 1979. Le tournage eut lieu de mai 1981 à novembre 1982. Le montage demanda une année supplémentaire et la postproduction dura jusqu'en mai 1984.

Pour Edgar Reitz, *Heimat* consiste en une réponse allemande à la série américaine *Holocaust*. C'est d'ailleurs en cela qu'*Heimat* est problématique au regard du rapport au passé nazi. Dans de nombreux entretiens accordés à la presse, Edgar Reitz déclare avoir voulu répondre à *Holocaust* et aux Américains qui aurait selon lui « *volé notre histoire* » ! S'il y a vol, il doit donc y avoir réappropriation. Reitz entend donc restituer aux Allemands ce qu'il pense être leur véritable mémoire et raconter l'histoire authentique de l'Allemagne à travers le 20^e siècle. Et que raconte-t-il ? La vie quotidienne, simple et au ras du sol de villageois allemands. Et dans cette vie quotidienne, les villageois décrits vivent sans être touchés par la propagande nazie et la persécution et l'extermination des Juifs perdent leur centralité tellement elles sont éloignées de leurs préoccupations. Il apparaît même que le succès de l'entreprise d'Edgar Reitz soit précisément tributaire de la manière par laquelle ce dernier réussit à marginaliser la persécution des Juifs, et à décrire le quotidien du Troisième Reich comme une colonisation de la société rurale par les nazis de la ville qui se prolonge dans « l'américanisation » de la *Heimat* après 1945.

L'historien Saul Friedländer, l'un des meilleurs spécialistes du nazisme et de la destruction des Juifs d'Europe, s'est longuement intéressé au phénomène *Heimat* sur lequel il porte un regard très critique. « *Très allégoriquement, ce film revient à dire que les Allemands ordinaires des villages, ces petites gens, ne se rendaient pas du tout compte de la réalité du nazisme qui ne se résumait pour eux qu'à des ombres passagères. Cette vie parmi les ombres se poursuit paisiblement à travers la guerre. Il n'y a que de rares mentions des événements militaires, et une allusion de quelques secondes à l'extermination des Juifs lorsqu'un des jeunes du village qui est dans la SS, de passage lors d'une permission, dit au cours d'une fête que 'les Juifs disparaissent en fumée'. Une allusion de quelques secondes dans un film de huit heures ! L'intention de Reitz consiste à dire que les villageois ne savaient rien de tout cela et que cet événement ne les concernait pas. En fin de compte, le malheur qui s'abat sur le village, et dont ce film se fait largement l'écho, c'est l'occupation américaine à la fin de la guerre, avec notamment la présence de soldats noirs essentiellement animés, semble-t-il, par le désir de susciter la honte des villageois* »²⁸. Et une fois la guerre terminée, le village, comme le reste de l'Allemagne, entre dans une ère qui le coupe avec son passé. La conclusion qui s'impose est limpide : « *Dans le film de Reitz, là est la véritable catastrophe : l'entrée de la l'Allemagne dans la modernité économique et technique* »²⁹. La thèse d'Edgar Reitz apparaît dès lors comme une vaste entreprise de relativisme et de refus de se confronter à la réalité du passé nazi.

L'apport de ces œuvres grand public est incontestable au regard de l'évolution de la mémoire collective allemande. Leur impact sur la société est évident, mais on voit aussi qu'elles se nourrissent des travaux historiographiques publiés à la même époque. L'exemple d'Edgar

²⁸ Saul Friedländer, *Réflexions sur le nazisme*. Entretiens avec Stéphane Bou. Éd. Le Seuil, Paris, 2016, pp. 97-98.

²⁹ *Ibid.*, p. 99.

Reitz illustre parfaitement ce phénomène. Lorsqu'il décrit sur le mode cinématographique ce qu'il considère comme l'Allemagne authentique sous le Troisième Reich, Reitz s'inspire largement des thèses développées par l'historien allemand Martin Broszat sur la vie quotidienne en Allemagne pendant cette période. Publiées dans son œuvre majeure, *La vie quotidienne en Bavière sous le Troisième Reich*, ses thèses reviennent à dire que le peuple allemand, dans sa grande majorité, vit son existence quotidienne sans être touché par la propagande du régime en place, même s'il profite de la modernisation et de la mobilité sociale qu'elle lui procure. Ce qui signifie clairement que l'Allemagne profonde a vécu le nazisme sans en être bouleversée. Broszat en déduit une normalité de la société allemande, partiellement imperméable à l'idéologie nazie. Ce qui le conduit à s'inscrire à contre-courant en ne lisant pas l'histoire du Troisième Reich du point de vue des victimes, et plus particulièrement des victimes juives. Aussi respectable soit leur mémoire, elle ne justifie pas, selon lui, que l'on présente l'ensemble de la société comme complice des nazis. Ce qui suscite évidemment la réaction de Saul Friedländer, l'un des principaux opposants aux thèses de Broszat : « *Une vie normale où des massacres de grande échelle sont perpétrés par la nation et la société à laquelle appartient l'individu, ce n'est pas vraiment une vie normale* »³⁰.

D'autres historiens allemands ont également fait parler d'eux en dehors du sérail académique en développant des thèses très chargées idéologiquement et s'inscrivant également dans une tendance de relativisation des particularités antisémites et racistes du nazisme. C'est le cas d'Ernst Nolte qui s'est attaché à présenter le nazisme comme étant essentiellement une réaction allemande contre le communisme. Dans le contexte de la Guerre froide, la question des rapports entre nazisme et communisme revient vite sur le devant de la scène. Pour Nolte, la radicalisation du nazisme se présente comme une mesure de défense contre le communisme. Hitler a eu recours aux mêmes méthodes d'exterminations de masse que les Soviétiques ; il n'a fait qu'imiter ce qu'en URSS était déjà l'œuvre. Une des formules de Nolte va devenir célèbre : « *le goulag est l'original, Auschwitz est une copie* ». Mais alors, comment expliquer que la volonté d'Hitler d'exterminer les Juifs puisse être envisagée comme une mesure de défense contre l'URSS ? Nolte ne parvient pas à y répondre. « *Voulant sauver sa thèse, Nolte ramène, au grand étonnement de tous ceux qui ont apprécié ses travaux sur le fascisme, de vieux clichés comme celui de la surreprésentation des Juifs au sein des mouvements communistes, qui aurait motivé les massacres nazis. Surtout, il défend, à partir du milieu des années 1970, la thèse selon laquelle les camps staliniens étant antérieurs à Auschwitz, ils en auraient été non seulement le modèle, mais la cause* »³¹.

Contre le postulat de Martin Broszat de l'imperméabilité de l'Allemagne authentique au nazisme, de nombreux chercheurs allemands ont souligné l'étendue de l'adhésion allemande au nazisme. Quant aux thèses d'Ernst Nolte, elles sont vite passées de mode notamment grâce aux nombreux travaux sur l'extermination des Juifs d'Europe restituée dans le contexte d'une croisade à bien des égards génocidaire de l'armée allemande (la *Wehrmacht*) sur les populations soviétiques.

³⁰ Ibid., pp. 123-124.

³¹ Edouard Husson, *Une culpabilité ordinaire ? Hitler, les Allemands et la Shoah*, éd. François-Xavier de Guibert, Paris, 1997, pp. 111-112.

7. Une mémoire conforme à l'histoire

Dans les années 1980 et 1990, une description de plus en plus détaillée et concrète de l'extermination des Juifs d'Europe ainsi que des travaux sur la participation des Allemands « ordinaires » à ce processus s'imposent progressivement. Ces nouveaux éclairages sur la Shoah sont généralement apportés par de nouvelles générations d'historiens allemands ayant eu la possibilité d'accéder à de nouvelles sources. Tous nés après la Seconde Guerre mondiale, ils ne sont pas tourmentés par le poids de la culpabilité ni marqués par des positionnements idéologiques liés à la Guerre froide d'historiens allemands plus âgés ayant vécu la Seconde Guerre mondiale. Cette nouvelle génération d'historiens allemands a tourné la page de ce Ian Kershaw appelle la « *génération des jeunesses hitlériennes* »³². Autant leur condamnation morale des horreurs nazies ne présente pas la moindre faille, autant leur attitude à l'égard des événements étudiés est débarrassée de toute implication personnelle. Les sources nouvelles auxquelles ils ont eu accès expliquent également le caractère novateur de leur apport historiographique. Depuis la chute du Mur et l'écroulement des régimes communistes dès la fin des années 1980, ils ont ainsi eu la chance d'accéder aux archives soviétiques et des anciennes démocraties populaires (notamment celles de la Pologne et de l'Ukraine) particulièrement riches en ce qui concerne les crimes (Shoah par balles, massacres des populations civiles, participation de la Wehrmacht au génocide...) commis sur le front de l'Est à partir de juin 1941.

Ces matériaux historiques inédits ont conduit ces jeunes historiens à dépasser les débats historiques en cours depuis les années 1970. Libérés des schémas théoriques et idéologiques de leurs prédécesseurs, ils se sont attelés à une reconstruction du passé en partant, non pas de concepts théoriques rigides, mais à partir de l'étude et l'analyse sans a priori des différentes sources à leur disposition. S'ils ont été marqués par les « querelles des historiens » entre intentionnalistes (pour les tenants de ce courant, l'extermination des Juifs d'Europe a été le résultat d'une décision consciente des autorités nazies, et en premier lieu Adolf Hitler dont les intentions d'exterminer les Juifs s'étaient exprimées dès les années 1920, notamment dans son livre *Mein Kampf*. Autrement dit, « *si les Juifs de l'Europe occupée furent exterminés, c'est que les dirigeants du Troisième Reich, et en premier lieu Adolf Hitler, en avaient décidé ainsi, et donné des ordres correspondants* »³³) et fonctionnalistes (qui montrent que la destruction des Juifs d'Europe s'explique par l'évolution des circonstances essentiellement liées à la politique menée à l'Est et par l'importance des initiatives prises aux échelons intermédiaires du régime, par des instances de l'Etat ou du parti nazi en concurrence permanente entre lesquelles Hitler se contente souvent d'arbitrer en faveur des plus radicaux), ces jeunes historiens réussissent à s'en affranchir en dépassant cette opposition pour proposer une vision globale articulée intégrant l'ensemble des dimensions (le poids incontestable de l'idéologie et les circonstances radicalisant le processus génocidaire) de la Shoah.

Le bond en avant réalisé grâce à l'audace intellectuelle et à l'énorme travail de ces historiens allemands depuis la fin des années 1980 a-t-il un impact sur l'opinion publique ? Les progrès accomplis sont-ils connus du grand public et modifient-ils la perception qu'ont les Allemands du passé nazi ? Comme le souligne l'historien français Edouard Husson, « *il est probable que le problème de la vulgarisation du savoir historiographique se pose en Allemagne plus que*

³² Edouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, éd. PUF, Paris, 2000, p. 9.

³³ Léon Poliakov, *Sur les traces du crime*, éd. Berg international, Paris, 2003, p. 127.

dans d'autres pays »³⁴. Cet obstacle est malgré tout levé en raison du rôle majeur joué par les médias et de la place de plus en plus importante qu'ils vont accorder aux évolutions de la recherche historique partir des années 1990. Ce fossé est effectivement comblé lors de la polémique suscitée par l'exposition organisée par l'Institut de recherches sociales de Hambourg entre 1995 et 1999 sur les crimes de guerre commis par la Wehrmacht, et tout particulièrement sa participation au génocide sur le front de l'Est. Dans la conscience collective allemande, la Wehrmacht (armée régulière) occupe une place symptomatique de l'évolution du regard porté par les Allemands sur eux-mêmes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une véritable chape de silence qui recouvrit les crimes commis entre 1939 et 1945 par les soldats de la Wehrmacht, la SS s'étant vu, après la guerre, attribuer le monopole des atrocités perpétrées sous le nazisme. Le mythe d'une Wehrmacht innocente, entretenu par le souvenir de la tentative d'attentat organisé par des officiers de haut rang de la Wehrmacht contre Hitler du 20 juillet 1944- a permis l'absolution du peuple allemand en rejetant la faute sur les seuls nazis. violemment combattue par les milieux conservateurs, suspendue en 1999 après que l'on y découvrit des photographies attribuant à la Wehrmacht des crimes qui avaient été en réalité commis par les Soviétiques, cette exposition est ensuite complètement refondue et corrigée pour être à nouveau proposée au public. D'autres publications sur la participation de la Wehrmacht à la Shoah sur le front de l'Est ont été mieux étayées et davantage accablantes. Grâce à cette polémique longuement relayée par la presse, il n'est plus possible aujourd'hui d'établir cette distinction mythique entre une Wehrmacht aux mains propres et des SS cruels et assoiffés de sang dans l'accomplissement de l'extermination des Juifs³⁵.

Comme cette exposition, c'est surtout l'émoi autour de la publication en 1996 du livre de l'historien américain Daniel Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires d'Hitler* qui participe à la redécouverte de l'implication de la société allemande dans les crimes du nazisme, cette « *culpabilité allemande* » dénoncée par le philosophe Karl Jaspers dès le lendemain de la guerre. Dans son livre de 200 pages ; cet historien montre à quel point les participants allemands à l'extermination des Juifs ont été nombreux. Ce que le conduit à faire sauter la distinction classique entre nazis et non nazis. Goldhagen a en effet accumulé des documents sur les bataillons de police ayant effectué des tueries en Pologne et sur le front de l'Est. Il montre ainsi que des milliers d'Allemands ordinaires ont ainsi assassiné des Juifs ou les ont déportés vers les centres de mise à mort. Le facteur décisif, selon Goldhagen, tient à ce que le même type de cruauté, qu'il qualifie d'allemande, est mise en œuvre aussi bien par des réservistes d'un bataillon de police, engagés presque par hasard dans l'accomplissement du génocide, que par des SS en charge de l'extermination des Juifs dans les centres d'extermination ou les unités de tuerie mobiles (*Einsatzgruppen*). Goldhagen affirme que le fondement de cette implication massive de la société allemande à la Shoah est l'antisémitisme allemand, qu'il qualifie d'« antisémitisme éliminationniste ». Cette forme unique d'antisémitisme s'est développée en Allemagne à partir du début du 19^e siècle pour se prolonger jusqu'à la fin du Troisième Reich. « *Premièrement Les Allemands qui ont perpétré l'Holocauste ont traité les Juifs de la manière brutale et mortelle qu'ils ont employée parce qu'ils pensaient globalement que ce qu'ils faisaient était juste et nécessaire. Deuxièmement, il existait depuis longtemps dans la société allemande un antisémitisme virulent qui a conduit une grande majorité d'Allemands à éliminer, d'une manière ou d'une autre, les Juifs de la société allemande. Troisièmement, toute explication de l'Holocauste doit aborder et spécifier*

³⁴ Edouard Husson, *Une culpabilité ordinaire ? Hitler, les Allemands et la Shoah*, éd. François-Xavier de Guibert, Paris, 1997, p. 149.

³⁵ Edouard Husson, « Les soldats de la Wehrmacht étaient-ils des criminels de guerre ? », *L'Histoire*, n°249, PP. 18-19.

le lien causal entre l'antisémitisme en Allemagne et la persécution et l'extermination des Juifs, auxquels tant d'Allemands ordinaires ont contribué ou qu'ils ont soutenus »³⁶.

Jamais un livre sur la Shoah n'a eu autant de succès en Allemagne. Pendant de nombreux mois après sa publication en allemand, l'ouvrage de Goldhagen figure parmi les meilleures ventes de librairie. Au-delà de la curiosité suscitée en grande partie par sa thèse sur l'antisémitisme éliminationniste allemand, l'intérêt pour *Les Bourreaux volontaires d'Hitler* est manifeste. Et cet intérêt est d'autant plus marqué auprès des jeunes. Comme le montre l'historien Edouard Husson, plus on âgé, plus on a tendance à se montrer sceptique et perplexe face au contenu de ce livre : « *L'hostilité est certes le fait d'une minorité, mais la réaction majoritaire est celle, successivement, du choc et de la perplexité : on est allé écouter Daniel Goldhagen, on a acheté son livre, on s'est documenté dans l'idée que si un ouvrage portant sur un sujet à propos duquel on a déjà tout dit, fait parler autant de lui, c'est qu'il doit vraiment apporter quelque chose de nouveau ; mais une fois documenté, on est sceptique : l'auteur n'exagère-t-il pas ? N'est-ce pas dangereux de publier un livre aussi violent, qui risque de faire revenir l'antigermanisme dans un certain nombre de pays ?* »³⁷.

De nombreux historiens allemands et européens ont été interpellés par le livre audacieux de Goldhagen et son succès. Tout en relevant certaines erreurs commises par cet historien américain et le caractère provocateur, voire outrancier de sa thèse sur l'antisémitisme éliminationniste allemand, ils ont malgré tenu compte des éléments factuels qu'il met exergue et sur lesquels ils sont amenés à travailler à leur tour. Mais le plus frappant dans le « phénomène » Goldhagen réside dans le succès de ce livre auprès de l'opinion allemande ainsi que l'engouement qu'il a suscité au sein de la jeunesse allemande. Il y a véritablement un avant et un après Goldhagen. Son livre s'inscrit pleinement dans la prise de conscience de la Shoah en Allemagne. Et surtout, elle témoigne de la disposition toujours accrue des Allemands à regarder leur passé, le passé nazi, en face. « *A bien des égards, la controverse Goldhagen représente l'équivalent du choc causé par Holocaust, mais dans un contexte où sont intervenus les débats années 1980 sur l'identité allemande, les derniers soubresauts de la Guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique* »³⁸. Tout en ajoutant que ce choc en matière de travail mémoriel s'est produit à travers un processus dans lequel mémoire et histoire ne s'affrontent plus. Le travail des historiens a clairement nourri de manière féconde le débat mémoriel allemand.

³⁶ Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires d'Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997, p. 32.

³⁷ Edouard Husson, *Une culpabilité ordinaire*, op. cit., p. 141

³⁸ *Ibid.*, p. 142.

8. Conclusion

En Allemagne, commémorer la Seconde Guerre mondiale est un exercice compliqué. Cela n'a toutefois pas empêché les Allemands de le faire en inscrivant cette période dans la culture politique du pays. Parce que les crimes du nazisme sont uniques et singuliers, l'Allemagne est le seul pays au monde à avoir instauré un jour où l'ensemble du pays s'arrête pour se rappeler et transmettre le souvenir de ses crimes honteux. Tous les 27 janvier (date de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau par l'Armée Rouge en 1945 et inscrite à l'ONU Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste), une manifestation solennelle est organisée au Bundestag, Parlement fédéral qui incarne davantage que chez certains voisins la représentation du peuple et l'expression de sa volonté. A l'initiative des députés, cette commémoration organisée depuis 1996 et retransmise dans les différents médias repose en partie sur des témoignages de survivants et sur la lecture par des lycéens d'extraits de journaux intimes de victimes de la Shoah. La disparition progressive des témoins et celui de la ritualisation de tels actes solennels ont fait l'objet de nombreux débats. C'est ce qui a conduit l'ancien président du Bundestag (2005-2017) Norbert Lammert et le président fédéral (2004-2010) Horst Köhler à insister en 2009, à l'occasion du 70^e anniversaire du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, sur l'idée que *« la confrontation avec la douleur individuelle fait éclater toute ritualisation »*, que *« celui qui a entendu un témoignage devient à son tour un témoin »* et *« que celui qui ne fait pas face à son passé n'a pas de base pour construire son avenir »*. C'est cette dernière phrase qui marque la continuité du chemin parcouru par l'Allemagne de l'Ouest depuis 1945. L'exigence de la mise en place d'institutions et de structures politiques démocratiques empêcha l'évacuation totale du nazisme, comme cela fut affirmé à tort par la suite.

Ces dernières années s'est posée la question du nombre de monuments commémoratifs en Allemagne. On a ainsi entamé une réflexion sur l'inscription de la mémoire dans les aménagements publics. Si des mémoriaux ont déjà été érigés dans des anciens camps de concentration et dans les lieux de torture nazie, faut-il en construire de nouveaux, notamment à Berlin, la nouvelle capitale de l'Allemagne réunifiée, si tournée vers l'avenir ? Cette ville étant à la fois l'ancienne capitale du Troisième Reich et le centre politique majeur de l'Allemagne contemporaine, les monuments et mémoriaux s'y sont en fait multipliés, et l'on assiste aujourd'hui à une concentration exceptionnelle de lieux de mémoire dans la capitale allemande. Les deux plus importants sont le musée en plein air « Topographie de la terreur » et le « Monument aux juifs d'Europe assassinés ». Le premier a été installé sur l'espace où se trouvaient entre 1933 et 1945 les centres de décision de la politique répressive et criminelle du régime national-socialiste, c'est-à-dire sur les friches des bâtiments ministériels rasés. A l'aide de photographies, il témoigne de l'inscription du régime criminel dans la ville et dans le pays. A deux pas, le second est constitué d'un champ d'un demi-millier de stèles de hauteurs différentes réalisé par l'artiste Peter Eisenman et érigé sur décision du Bundestag en juin 1999. *« Il ne « représente » rien dans sa froideur de marbre, précisément pour évoquer l'inimaginable. Les débats furent longs et portèrent entre autres sur la question de savoir si le vrai mémorial n'est pas justement l'évocation de ce passé, le fait que l'on en parle »*³⁹.

Après un centrage exclusif sur la mémoire des crimes nazis, L'Allemagne a réussi à intégrer progressivement la célébration de la résistance au nazisme à la commémoration de la responsabilité de l'indicible. Cette évolution se mesure en particulier dans le cinéma de

³⁹ Hélène Miard-Delacroix, « L'Allemagne face à son histoire », *Revue internationale et stratégique*, 2009, n°74, p. 186.

production allemande, où l'on note non seulement une présence croissante du passé comme sujet central, mais aussi un intérêt pour *les* passés, et non plus seulement pour la seule implication de la population dans le nazisme, comme ce fut majoritairement le cas jusqu'alors. Sorti en 2005, le film *Sophie Scholl : les derniers jours* (*Sophie Scholl : Die letzten Tage*) est ainsi consacré au groupe de résistance *La Rose Blanche* fondé au printemps 1942, à l'université de Munich, par Hans et Sophie Scholl, deux étudiants de l'université de Munich. Le film retrace les six derniers jours de la vie de la jeune étudiante, du 17 au 22 février 1943, depuis le lancement de tracts dans le hall de l'université de Munich, son arrestation, son interrogatoire jusqu'à son exécution. L'histoire de la société dans l'Allemagne de l'Est et les situations au cours desquelles des Allemands ont été victimes du nazisme. Pour la RDA, ce furent successivement en 2003, *Good Bye Lenin* de Wolfgang Becker, posant un regard plutôt tendre sur les Allemands de l'Est pendant les quelques mois où le sort du pays bascula, puis en 2006, le plus sombre *La vie des autres* de Florian Henckel von Donnersmarck, dépeignant un système froid et organisé de surveillance et de trahison finalement submergé par l'irruption de l'humain. Le film de fin 2008, *Anonyma. Eine Frau in Berlin* de Max Färberböck, attire l'attention sur les viols de femmes allemandes par des soldats de l'Armée Rouge au printemps 1945. Cette compassion que l'on s'autorise aujourd'hui à ressentir pour les victimes allemandes, directes ou indirectes, des drames du 20^e siècle, témoigne d'une maturation du travail de mémoire. « *Elle serait inquiétante si elle s'accompagnait d'un recul des commémorations centrées sur la responsabilité de la population allemande dans la prise de pouvoir par les nazis, et sur celle du pays entier dans l'immensité des crimes commis. Ce n'est heureusement pas le cas. Le Bundestag a d'ailleurs dû légiférer en novembre 2008 pour mettre un peu d'ordre, définir les règles de construction et d'entretien de monuments, de mémoriaux et, par conséquent, les conditions pour bénéficier du soutien financier de la Fédération. Cinq critères ont été fixés pour aspirer à satisfaire « l'obligation historique de l'Allemagne » : la valeur nationale ou internationale du lieu, l'authenticité du lieu, l'exemplarité du lieu pour tel ou tel aspect de la terreur nazie ou de la dictature est-allemande, la qualité du projet et la coopération de plusieurs institutions* »⁴⁰.

L'Allemagne ne se lasse de s'interroger sur son passé. Avec deux films en moins d'un an, l'Allemagne a même eu l'occasion de se plonger non pas dans son passé nazi, mais dans l'histoire de la confrontation à ce passé durant la fin des années 1950 et le début des années 1960. Le premier de ces films est *Le Labyrinthe du silence* (*Im Labyrinth des Schweigens*). Sorti en 2014, ce film montre un jeune procureur fictif incarner la réussite la plus connue du procureur Fritz Bauer : avoir traduit en justice entre 1963 et 1965 22 anciens SS d'Auschwitz. Le second film *Fritz Bauer, un héros allemand* (*Der Staat gegen Fritz Bauer*), sorti en 2015, se penche aussi sur le procureur Fritz Bauer, qui a également orchestré la traque d'Adolf Eichmann. Juif, homosexuel, Fritz Bauer avait été envoyé, dès 1933, dans un camp de concentration, s'en était échappé et avait gagné le Danemark, en 1935. Dès son retour au pays en 1949, il n'a plus eu qu'un but : confronter l'Allemagne à son passé nazi, rouvrir cette mémoire nationale étouffée que le chancelier Konrad Adenauer encourageait au contraire à occulter. Dans les deux films, on peut voir Bauer se battre contre une forme schizophrénique d'Etat. Officiellement, la RFA du chancelier Konrad Adenauer veut agir contre les anciens nazis. Dans les faits, plusieurs d'entre eux vivent en toute impunité, reconvertis dans l'industrie ou même présents aux plus hauts niveaux du pouvoir.

Il est indéniable que l'Allemagne a parcouru un immense chemin dans ses efforts pour faire face à son histoire. Les vingt dernières années ont été marquées par une alliance heureuse

⁴⁰ Hélène Miard-Delacroix, *op. cit.*, p. 187.

entre historiens de métier et politiques, une alliance au service d'un travail constructif sur le passé et non au service de son refoulement. Car, ce qui a été également compris en Allemagne plusieurs décennies après le nazisme, c'est la souveraineté que procurent le travail de mémoire et la reconnaissance des responsabilités.

L'Allemagne conserve un rapport difficile à l'histoire. A cause du nazisme, mais aussi parce que l'Allemagne ne possède pas vraiment, comme la France, de mythe fondateur. De nombreuses publications tentent de réhabiliter et de valoriser certains épisodes de l'histoire antique et médiévale du patrimoine historique allemand. C'est ainsi qu'en 2009, des célébrations de la victoire d'Arminius sur les légions romaines de Varus lors de la bataille de la forêt de Teutoburg (an 9 de notre ère) ont été organisées en 2009 pour faire de cet événement l'acte fondateur de la nation allemande. Cet élan aux allures patriotiques ne remet nullement en cause l'inscription indélébile du passé nazi dans le quotidien des Allemands. Les *Stolpersteine* en sont la preuve la plus marquante. C'est en 1993 que l'artiste allemand Gunter Demnig imagine les « Stolpersteine », littéralement « pierres d'achoppement », communément appelés « pavés de mémoire », visant à rappeler la mémoire des victimes du nazisme. « *Un pavé, un nom, une personne. Parce qu'une personne n'est oubliée que lorsqu'on oublie son nom* », affirme Gunter Demnig, citant le Talmud. Le premier pavé a été posé à Berlin sans autorisation en 1997, avant de voir essaimer les *Stolpersteine* aux quatre coins de l'Allemagne et de l'Europe. Plus de 56.000 aujourd'hui ont été placés dans les trottoirs en Allemagne, Autriche, Hongrie, Hollande, République tchèque, Norvège, Ukraine, et en Belgique. Petits carrés de laiton de dix centimètres, toujours présentés de la même façon « *Ici vivait...* » (mentionnant les nom et prénom de la personne déportée, la date de son arrestation, de sa déportation, le nom du camp de détention, et la date de sa mort si celle-ci est connue), les pavés sont conçus et posés par l'artiste lui-même, avec une demande croissante depuis leur création. Le pavé de la mémoire est à la fois une œuvre d'art et un hommage aux victimes du nazisme.

L'Allemagne a atteint l'âge de la maturité dans sa confrontation avec son passé nazi. Depuis plusieurs années, ce poids lourd de l'Union européenne ne cesse de s'interroger sur sa nouvelle identité en se posant la simple et difficile question : « c'est quoi être allemand aujourd'hui ? ». Beaucoup d'Allemands souffrent encore de leur identité nationale et aimeraient voir ce pays se fondre dans un grand espace post-national. Ulrich Wickert, journaliste politique allemand très connu et ancien présentateur du JT de la chaîne télévisée ARD a alors suggéré une piste qui a le mérite de réconcilier les Allemands avec l'Etat-nation. « *Le but commun des Allemands pourrait être de réaliser un Etat qui soit humain. Les fondements d'un tel Etat humain sont la démocratie, l'Etat de droit, des médias critiques et conscients de leur responsabilité, l'écologie, la solidarité et les valeurs éthiques qui se déduisent de la dignité humaine. [...] Et être allemand implique la connaissance du passé, avec ses pages noires, mais aussi avec ses belles pages. Un grand objectif sera atteint si être allemand n'était plus ressenti comme un état de fait, mais comme une tâche consistant à réaliser, préserver et défendre les droits de l'homme* »⁴¹. Cette leçon semble avoir entendue et retenue par la cheffe du gouvernement allemand. En 2015, face à l'afflux de réfugiés en provenance de Syrie, mais aussi d'Afghanistan et d'autres régions du monde via les Balkans, la chancelière allemande Angela Merkel a décidé d'ouvrir les portes de l'Allemagne, alors que de nombreux autres pays européens multipliaient les barrières pour empêcher leur passage. Plus d'un million de personnes étaient arrivées en Allemagne en 2015. « *C'était une situation extraordinaire et j'ai pris ma décision en me disant que c'était correct du point de vue*

⁴¹ Ulrich Wickert, *op. cit.*, pp. 295-302.

humanitaire ». Et d'ajouter, « *Ce type de situation extraordinaire se produit de temps en temps dans l'histoire d'un pays et les dirigeants doivent agir. Je l'ai fait* », a ajouté la chancelière lors d'une conférence de presse donnée en août 2017, un mois avant les élections législatives.

Bibliographie

Georges Bensoussan, *Atlas de la Shoah : La mise à mort des Juifs d'Europe, 1939-1945*, éd. Autrement, Paris, 2014.

Niall Bond, « Allemagne 68 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°6, septembre-décembre 2008.

Hélène Camarade, « Le passé national-socialiste dans la société ouest-allemande entre 1958 et 1968. Modalités d'un changement de paradigme mémoriel », *Vingtième siècle*, avril-juin 2011, n°110.

Corine Defrance et Ulrich Pfeil, « L'Allemagne occupée en 1946 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2006/4 (n° 224).

Norbert Frei, « L'Holocauste dans l'historiographie allemande. Un point de vue aveugle dans la conscience historique ? *Vingtième siècle*, avril-juin 1992, n°34.

Saul Friedländer, *Réflexions sur le nazisme*. Entretiens avec Stéphane Bou, éd. Le Seuil, Paris, 2016.

Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires d'Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997.

Raoul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, éd. Gallimard, coll. « folio », Paris, 1991.

Edouard Husson, *Une culpabilité ordinaire ? Hitler, les Allemands et la Shoah*, éd. François-Xavier de Guibert, Paris, 1997.

Edouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, éd. PUF, Paris, 2000.

Edouard Husson, « Les soldats de la Wehrmacht étaient-ils des criminels de guerre ? », *L'Histoire*, n°249.

Olivier Mannoni, *Günter Grass, l'honneur d'un homme*, Paris, éd. Bayard, 2000.

Hélène Miard-Delacroix, « L'Allemagne face à son histoire », *Revue internationale et stratégique*, 2009, n°74.

Léon Poliakov, *Sur les traces du crime*, éd. Berg international, Paris, 2003.

Ulrich Wickert, *Comment peut-on être allemand ?*, éd. Seuil, Paris, 2000.